

Édito

Pour un usage fort des épistémologies féministes

Marie Mathieu, Vanina Mozziconacci, Lucile Ruault et Armelle Weil

Au sein de l'iconographie féministe, une image est particulièrement présente sur les pancartes des manifestantes : en lettres blanches sur fond noir, on peut lire « Si j'avais un marteau, je détruirais le patriarcat ». En dessous, le dessin d'une femme tenant fermement un grand marteau, et disant laconiquement « J'en ai trouvé un ». La production militante féministe regorge d'œuvres appelant à la déconstruction outillée des structures oppressives, si ce n'est à leur destruction. Audre Lorde rappelle toutefois qu'« on ne démolira jamais la maison du maître avec les outils du maître » ([1984] 2003 : 119). Qu'ils soient politiques ou épistémologiques, les outils des maîtres enferment nos façons de penser le monde et de produire des connaissances. Pour ajouter leur pierre à l'édifice du savoir, les femmes doivent dès lors « critiquer des théories développées au masculin [...], interroger le rôle que tout système d'idées joue dans le maintien du pouvoir patriarcal » (Fisher, 2018 : 67). Non seulement les formulations théoriques, présumées neutres, constituent l'immense majorité de l'attirail de pensée transmis dans les lieux de savoirs, mais de surcroît, bon nombre de textes canoniques s'appuient sur des présupposés misogynes ou présentent des angles morts à l'endroit de la situation des femmes, exclues de ce qui est généralement conçu et présenté comme l'Universel. Fonder nos théories sur des perspectives partiales et partielles est sans doute inévitable, mais force est de remarquer que les grandes omissions de la pensée concernent souvent les mêmes.

Prenons la philosophie, par exemple, puisque la majorité des contributrices du *Grand angle* de ce numéro évoluent dans cette discipline. En France, la liste des auteur·e·s du programme au baccalauréat vient d'être allongée, passant de 57 à 83 ; il n'en fallait pas moins pour qu'elle contienne enfin plus d'une femme, Hannah Arendt côtoyant désormais Simone de Beauvoir, Simone Weil, Jeanne Hersch, Iris Murdoch et Elizabeth Anscombe. Précisons néanmoins que toutes appartiennent à la période contemporaine et que la liste les affuble de l'initiale de leur prénom, une lettre dont les noms des hommes n'ont nullement besoin pour être correctement cités.

Du côté de l'enseignement supérieur et de la recherche, la situation n'est pas plus réjouissante. On pourrait donner des statistiques. Mais les exemples les plus parlants restent les réactions des hommes face à celles qui osent pointer du doigt le machisme du milieu : ainsi un directeur d'études¹, «star» de la philosophie analytique, qui joue au ventriloque et met littéralement ses propres mots dans la bouche du «fantôme» de la première femme philosophe nommée à une chaire en Angleterre, décédée en 1943, Susan Stebbing, pour répliquer aux féministes et à leur critique de l'androcentrisme dans la discipline : «Mais comment peut-on penser “en tant qu'homme”, ou, en la circonstance, en tant que femme? [...] Même en supposant qu'il y ait des valeurs féministes spécifiques, pourquoi celles-ci devraient-elles déterminer ce que nous devons penser? [...] Je demande justice non pas en tant que femme, mais en tant que philosophe.» Tout y est : la neutralité du Sujet Pensant sans sexe, sans race, sans âge, sans classe, etc., car il ne faut pas «confondre l'intellectuel et le social» (les Idées, comme la Vérité, sont ailleurs) et bien distinguer «injustice envers un sexe» et «injustice épistémique» (certaines injustices s'arrêteraient donc à la frontière de la Pensée et de la Science). La dernière phrase est significative : on est philosophe avant d'être femme, et si on parle en tant que philosophe, cela ne peut pas être en tant que femme. Ce clivage marque le vécu des femmes philosophes dans l'université, et plus encore lorsqu'elles sont féministes.

Si la question du féminisme dans la philosophie semble ré-émerger en France² (quarante ans après le premier texte de Michèle Le Dœuff sur la question et soixante-dix ans après la publication du *Deuxième sexe* de Beauvoir), il n'en reste pas moins qu'être philosophe (et) féministe, c'est souvent être trop philosophe pour les féministes et trop féministe pour les philosophes. On perçoit tout à fait ce dilemme dans les propos de Le Dœuff, à l'occasion du *Parcours* que lui consacre ce numéro de *NQF*. La relative imperméabilité du champ de la philosophie aux études de genre a pour symétrique la place très minoritaire de la philosophie dans celles-ci, en comparaison de la sociologie, l'histoire, la littérature ou encore la science politique. (D'où «philosopher en féministes» (titre d'une récente publication de *Recherches Féministes* recensée dans ce numéro) dans ce cas? Telle est la question qui se pose à celles faisant face à cette double exclusion. C'est pourquoi nous avons fait le choix d'accorder une place particulière à la philosophie dans le *Grand angle* et de nous questionner sur la théorisation et la place des femmes dans cette production, par le recours à la notion d'expérience.

1. Pascal Engel, «Le fantôme d'une philosophe», *Libération*, 6 novembre 2018.

2. Comme en témoignent l'augmentation, depuis 2015, des recherches doctorales en philosophie portant sur le féminisme, la multiplication des événements scientifiques francophones revendiquant leur ancrage en philosophie féministe, le succès de l'ouvrage *On ne naît pas soumise, on le devient* (Flammarion, 2018) écrit par la philosophe Manon Garcia, ou encore la publication d'un numéro hors-série de *Philosophie magazine* dédié à «La puissance des femmes» (2019).

Pour autant, porter plus particulièrement intérêt à la philosophie ne signifie pas que les autres disciplines s'en sortent beaucoup mieux. Ainsi, en sciences sociales, apprendre à penser avec les hommes est à ce point assumé que les cours de sociologie générale ou de théories des sciences sociales, en France notamment, demeurent construits autour des «pères fondateurs» (tous blancs) et que, par suite, c'est précisément par rapport à «leur» courant qu'on est tenu-e de se situer. Avec Durkheim, Weber, Marx et les autres (Chabaud-Rychter *et al.*, 2010), on apprend, puis on enseigne les écrits du «père de la révolution prolétarienne», ceux du «père fondateur de la sociologie allemande», ceux «du père de la sociologie française» ou même de la sociologie tout court. En avançant dans le temps, on saura aussi que Goffman est le «père de la microsociologie» et même, car autant connaître tous les pères disciplinaires, que Mauss est le «père de l'anthropologie française». Ensuite on passera probablement aux nouveaux pères. Le monde académique nous aura au moins montré que, dès qu'il s'agit de science, les hommes savent mettre du cœur à l'ouvrage dans la paternité. L'université pourrait-elle souffrir l'incursion de mères fondatrices? La juxtaposition de ces deux mots, en ce qu'elle détonne, n'est pas sans rappeler combien la maternité est tenue pour incompatible avec l'élaboration de savoirs (Mosconi, 1994).

Cet héritage théorique s'actualise non seulement dans les cursus de formation, mais aussi dans la production des matériaux d'enquête. De nombreuses réalités des femmes sont cruellement absentes des recherches ou, pire, calquées sur et symétrisées avec le vécu des hommes (comme l'illustre par exemple l'usage asexué du terme «parent» en sociologie de la famille), et dès lors comprises à l'aune des expériences masculines. On ne saurait dire, tant le phénomène est ancré, si la minorisation des chercheuses entraîne la méconnaissance des expériences des femmes ou s'il s'agit de l'inverse.

La théorie a-t-elle encore un sexe ?

Ces constats ne sont malheureusement pas nouveaux ; il se joue et rejoue dans les différentes disciplines une individualisation et une division sociale, sexuée en particulier, du travail universitaire. En 1974 déjà, Dorothy Smith soulignait que ce qui est manifeste pour les hommes sociologues, c'est le pan de la réalité qui renvoie à des structures abstraites et conceptuelles. Les tâches concrètes qui conditionnent l'existence de cette sphère abstraite et publique, dont celles de la sphère dite privée déléguées aux femmes, demeurent quant à elles invisibles. Du fait même de l'ignorance de sa situation d'intériorité vis-à-vis de son objet, le sociologue prend pour acquises les frontières de sa propre expérience et, avec elles, les conditions non examinées qui la rendent possible. Ainsi, l'intégration de la perspective des femmes ne suffit pas : il s'agit d'adopter une conception différente du rapport entre sujet et objet de science.

Mais si l'abstraction est un premier plan saisi par des hommes et rendu possible par le travail concret d'arrière-plan que portent les femmes, cela signifie-t-il que toute tendance au détachement d'avec le concret par la mise en concepts restera une façon de s'écarter de l'expérience des femmes ? Ou existe-t-il d'autres manières de faire des théories : des théories attentives au réel et à sa diversité et qui ne nous en éloignent pas au point d'oublier les conséquences que ces formulations ont sur les vies étudiées ; des théories nourries de ces multiples « petites » tâches aujourd'hui déléguées en grande partie aux positions les plus dominées des professions universitaires, et donc notamment aux femmes ? Il ne s'agit nullement de faire de la théorie au féminin. Il s'agit en revanche d'interroger la reconduction de la division du « care théorique » – pour reprendre l'expression de Vinciane Despret³ – et de questionner les effets de cette division sexuée du travail universitaire, laquelle permet à certains de se dédier pleinement à leurs recherches et publications qui leur vaudront tant d'éloges, tandis que certaines consacrent plus de temps au travail pédagogique et administratif – un travail moins visible et dévalorisé.

Nombreuses sont celles qui sont encore contraintes de travailler à l'écart, de travailler dans l'ombre. Le temps des petites mains (et) des Grands Hommes est révolu. Or, inversement, nous ne devrions pas être dans la nécessité d'en faire deux, trois fois plus que nos collègues, pour faire carrière : à prendre des responsabilités au sein des équipes, des comités, des instances dirigeantes, éditoriales, etc. souvent aux dépens de nos propres recherches⁴.

La répartition des tâches, payées ou non, entre classes de sexe pèse sur les productions scientifiques des femmes et leur trajectoire professionnelle. Elles réduisent leurs possibilités d'encadrer les étudiant·e·s au plus haut niveau de formation, d'assurer la transmission et l'enrichissement de la production théorique. Quand elles réussissent malgré tout à élaborer des innovations théoriques et des modèles de pensée, elles sont bien souvent délégitimées, si ce n'est effacées !

Car l'organisation du travail dans les universités se manifeste le long d'une autre ligne de fracture, elle aussi genrée : encore aujourd'hui, nous pouvons remarquer dans de multiples champs disciplinaires une division des territoires entre « théorie généraliste » (à prétention universalisante, dominée par les hommes) et « théorie féministe » (à dominante féminine dont la prétention à l'universalité est déniée par la première) (Devreux, 1995). La science politique en offre une illustration : ses paradigmes *mainstream*, en se focalisant sur l'activité politique institutionnelle (le vote, l'État, les

3. « Entretien avec Vinciane Despret. Propos recueillis par Catherine Portevin. "La colère en partage" » *Philosophie magazine*, Hors-série n° 43, 2019, 9-10.

4. Tribune « Combien de philosophEs ? », publiée dans *Libération* le 16 octobre 2018 : https://www.liberation.fr/debats/2018/10/16/combien-de-philosophes_1685772.

partis politiques, les syndicats), naturalisent et légitiment la séparation public/privé – fondatrice pour la discipline. La récusant, un certain nombre de chercheuses ne cessent aujourd’hui de montrer en quoi l’analyse du genre, entre autres systèmes de domination, ouvre la compréhension des principes hiérarchiques structurant les sociétés. La tâche est urgente, car, disent-elles, les concepts, théories et méthodes de la science politique ignorent la sphère domestique, délaissent les rapports de pouvoir internes aux familles, évacuent les politiques sexuelles et excluent des populations minoritaires. Finalement, là où ces paradigmes s’annoncent neutres ils reflètent et alimentent une théorisation très genrée, celle d’individus issus d’une socialisation masculine s’adressant à leurs semblables. D’aucun-e-s peuvent se satisfaire que les rapports sociaux de sexe ont désormais droit de cité dans plusieurs arènes de la discipline, mais c’est trop vite oublier que les structures patriarcales, de même que les femmes qui les ont mises au jour, demeurent cruellement absentes de LA théorie politique, comme de celle d’autres disciplines.

Des théoriciens iront jusqu’à usurper les concepts féministes – dont le genre – en les vidant de leur substance, de leur puissance contestataire, critique et politique. Peu enclins à reconnaître la généalogie de ces outils, certains oseront-ils réécrire l’histoire et nous expliquer que les théories des féministes ne sont que de pâles copies des productions des pères évoqués plus haut? Et que dire de ceux qui se présentent sans gêne comme victimes de la discrimination ou de la censure des féministes, quand bien même le pouvoir leur reste largement assuré dans les positions qu’ils occupent? À quand le jour où LA théorie cessera d’avoir un sexe et de produire des sexes, démantelant ainsi une lecture amputée du monde et d’un entre-soi masculin de penseurs?

Épistémologies du *standpoint*

Une des réponses apportées par les théoriciennes féministes à tous ces obstacles à la production scientifique fut d’engager une réflexion à ce propos, dont les principales contributions peuvent être regroupées sous le vocable d’épistémologies du *standpoint*. Le *Grand angle* y consacre une place importante, parce que ces épistémologies permettent de «partir de soi», c’est-à-dire d’intégrer les expériences des femmes – et plus largement de tout groupe dominé – pour construire la connaissance. Ces épistémologies ont d’abord été développées du côté anglophone, mais elles sont bien ancrées désormais dans le paysage francophone (voir notamment Dorlin, 2009; Achin et Bereni, 2013) – parfois traduites en «épistémologies du point de vue», «épistémologies situées» ou «épistémologies du positionnement» –, alimentant ainsi les réflexions qui y étaient amorcées sur l’androcentrisme des théories (Feldman, 1980; Battagliola *et al.*, [1986] 1990; Mathieu, [1985] 1991).

Les épistémologies du *standpoint* visent à reconnaître que le lieu depuis lequel on produit des savoirs est en partie subi et hérité (on est « mises en situation »). Il ne s'agit pas de relativiser les points de vue, mais de se ressaisir activement et collectivement des identités sociales depuis lesquelles on parle, pour revendiquer un « positionnement actif à partir d'un "être positionné" qui est partiellement subi » (Puig de la Bellacasa, 2012 : 171). Nous prenons la parole dans cet éditto à partir de nos expériences de femmes blanches universitaires dites « jeunes » chercheuses, dont la carrière est loin d'être toute tracée, et féministes engagées contre toute forme de discrimination. De par cette position, sans nul doute, il nous semblait indispensable de situer les conditions de production de la connaissance dans les sciences humaines et sociales ; les articles formant le *Grand angle* sont eux aussi, on l'aura compris, issus d'expériences au sein d'un système académique traversé par de multiples injonctions et oppressions.

Les expériences des femmes sont, dans une société patriarcale, capitaliste et raciste, morcelées. Pour autant, les *standpoints* ne sont pas (des agrégats) individuels, ils sont une construction critique et collective dont la finalité est politique et dont l'unification se manifeste dans la mobilisation et l'action. La question du collectif est centrale : comment articuler (et comment s'articulent) les expériences individuelles et les expériences collectives dans la construction des savoirs ? Ouvrant le *Grand angle*, Léa Védie, en s'intéressant au féminisme radical des années 1960-1970, en particulier aux États-Unis, nous invite à questionner ce qu'implique de parler au « je » et au « nous », dans la lutte, à travers ce qu'elle appelle « le processus d'appropriation subjective de l'action politique ». Analysant les controverses et les critiques qui entourent la constitution des sujets politiques – « soi », « nous », « les autres » –, l'auteure montre que les frontières du « nous » des militantes sont intimement liées à l'idée d'une « lutte à soi ».

L'affirmation et la mise en pratique d'une épistémologie du *standpoint* représentent ainsi un défi. Cependant les connaissances qu'elle permet de produire trouvent un écho chez les personnes qui les découvrent : elles traduisent des vécus de femmes et des sentiments d'injustice en d'autres termes que ceux de « problèmes personnels » (Andriocci, 2005), puis permettent de développer des outils de transformation. Anaïs Choulet en fait la démonstration dans ce numéro, en développant une épistémologie féministe du « point de contact ». Partant de son expérience de philosophe, praticienne de shiatsu, aveugle et militante féministe, elle révèle à quel point nos sociétés, à commencer par la médecine, sont « visiocentristes », c'est-à-dire gouvernées par « un régime idéologique qui se fonde presque exclusivement sur le sens de la vue [et] sur une vision extrêmement limitée du corps et de l'expérience ». L'auteure analyse les effets de ce système oppressif sur les femmes, en particulier sur leurs manières d'expérimenter et de percevoir leur propre corps. Elle offre ensuite une piste originale pour remédier aux déficits sensitifs vécus silencieusement par nombre d'entre elles. Avec l'article

de Margot Giacinti, la parole est une autre capacité dont les femmes peuvent être dépossédées dans le contexte de la violence patriarcale qu'elles ont à affronter. L'auteure interroge les obstacles à la théorisation du féminicide en l'absence des victimes directes. En reconstituant l'histoire du concept de féminicide, qui est aujourd'hui un outil d'action au cœur des luttes féministes, elle montre comment les discours de celles qui ont été tuées, et ainsi tues, peuvent être portés à travers le partage d'expériences des femmes – en tant qu'elles sont vulnérabilisées et soumises à la violence patriarcale.

Après ces réflexions centrées sur des thématiques et des pratiques contestataires, l'article de Delphine Fransch vient utilement clore le *Grand angle* en fournissant une cartographie des épistémologies féministes du *standpoint*. Elle se propose de situer les épistémologies situées, reconstruisant leur attirail théorique à partir de la perspective du féminisme matérialiste dont les théoriciennes étudiées se revendiquent toutes. L'auteure montre en quoi l'approche matérialiste est fondatrice des épistémologies du *standpoint*, mais interprétée et mobilisée dans des sens très divers, voire divergents.

« D'où je parle »

De toute évidence, même si certains y résistent fermement, le discours politique et scientifique porté par les tenantes de la théorie du *standpoint* est désormais entré dans le champ académique : souligner et expliciter le lieu depuis lequel les connaissances sont élaborées manifesterait la réflexivité du ou de la chercheuse et garantirait la rigueur des savoirs produits. Toutefois, cette prise de position nous semble en passe de devenir une routine dans certains espaces de nos différentes disciplines. Le rituel est le suivant : après avoir présenté son questionnement, le ou la scientifique indique qu'étant de tel sexe, telle classe économique et/ou telle race, cela induit des « biais », invite à des « précautions » sur ses analyses ; l'assemblée acquiesce. Une fois fait ce détour, il est de bon ton de reprendre les choses sérieuses. Ces biais ne seront alors plus mentionnés, ni lors de la présentation de la recherche ni dans celle des analyses. Une telle routinisation peut faire craindre que la déconstruction du processus de production des savoirs ne devienne une performance creuse, qu'elle soit instrumentalisée pour asseoir un pouvoir ou pour parer aux critiques portant sur certains écueils du travail scientifique. Réduit à une « coquille vide », à un « exercice de style imposé, plaqué entre l'état de l'art et la présentation de la méthodologie » (Blidon, 2012 : 537), ce retour sur soi deviendrait sans effet autre que performatif : la formule magique du « d'où je parle » viendrait conjurer, une fois prononcée, tous les andro-, ethno-, etc., -centrismes. Or, mettre réellement en œuvre une épistémologie du *standpoint* ou pratiquer une objectivité « forte », pour reprendre le terme de Sandra Harding (1992), ne peut se réduire à décrire ses attributs sociaux. Il s'agit, bien au-delà, d'opérer un travail réflexif et analytique sur

les interactions entre ces attributs (qu'ils soient d'âge, de genre, de pratiques amoureuses et sexuelles, de race, de classe économique, de capacités physiques et mentales, etc.) et l'objet étudié, sans quoi on retombe dans la logique illusoire de la neutralité des savoirs. Comme le dit Christine Delphy ([1988] 2009 : 265), « toute connaissance est le produit d'une situation historique, qu'elle le sache ou non. Mais qu'elle le sache ou non fait une grande différence ; si elle ne le sait pas, si elle se prétend "neutre", elle nie l'histoire qu'elle prétend expliquer, elle est idéologie et non connaissance. »

Mais, alors, il faut simultanément se demander *qui* fait l'effort de s'appliquer les exigences fortes de ces épistémologies et *à quoi* ces personnes s'exposent publiquement. Se situer comme dominant-e présente sans doute moins de risques que d'énoncer une position dominée ou une expérience stigmatisée. L'injonction à dire d'où l'on parle prolongerait les rapports sociaux de pouvoir dans les espaces de présentation des savoirs, légitimant ou délégitimant les productions scientifiques selon la position sociale de celle/celui qui parle. C'est peut-être pour cette raison que les auteures du *Grand angle* ne font pas mention de leur inscription sociale dans les rapports d'âge et d'autorité scientifique. La couverture du présent numéro que nous avons choisie fait d'ailleurs écho à cette question : le rite qu'elle représente symbolise l'importance de laisser aux plus jeunes toute leur place et leur autonomie pour qu'elles et ils construisent leur propre « cité ».

C'est en gardant à l'esprit ces conditions de possibilité d'énoncer sa position qu'il faut lire les contributions de ce dossier, pour saisir les différentes manières dont les auteures se situent plus ou moins explicitement *en tant que*, écrivent *avec* certain·e·s et *contre* d'autres.

Étudier l'ignorance en féministe

Appréhender les savoirs au prisme de leurs fondements et de leurs conditions sociales de production invite, en miroir, à se questionner sur l'ignorance comme résultat d'un processus social et politique, tout autant située que peut l'être la connaissance. L'épistémologie de l'ignorance (ou agnotologie), mais aussi les réflexions théoriques regroupées aujourd'hui sous le vocable d'injustice épistémique (Fricker, 2007 ; Godrie et Dos Santos, 2017), ont pu mettre en lumière plusieurs processus concomitants : la construction sélective de connaissances, la fabrication active de l'ignorance, totale ou partielle, l'effacement ou la délégitimation de savoirs existants, jugés dangereux ou indésirables, et finalement la hiérarchisation des ignorances – il est jugé moins « grave » de méconnaître tel concept féministe plutôt que tel concept foucauldien. Le masculinisme et les *backlash* antiféministes ont ainsi toute une dimension épistémique et secrètent des discours décrédibilisant les savoirs féministes (voir *Contre le masculinisme – guide d'autodéfense intellectuelle*, 2013). Plus généralement et insidieusement, la place encore illégitime

des études de genre dans certains espaces disciplinaires se traduit par le fait que l'ignorance les concernant (méconnaissance des concepts-clefs, lacunes sur les auteures importantes, contresens et simplification sur les textes de référence, etc.) passe pour acceptable.

L'ignorance, comme la production de certains savoirs, reproduit les rapports de pouvoir et les oppressions. Son étude suscite une question salutaire : à qui l'ignorance profite ou nuit-elle ? Les mouvements féministes ne furent et ne sont pas exempts de lacunes (in)volontaires ; c'est bien le cœur des critiques des féministes racisées, précaires, lesbiennes ou transgenres envers les actions militantes et les théorisations des femmes blanches, bourgeoises, hétérosexuelles ou cisgenres. À ce titre, révéler ce qui est ignoré (et pourquoi) participe pleinement d'un projet féministe : cela éclaire les privilèges épistémiques des dominant-e-s et donne les moyens de les déconstruire. Ce faisant, nous souhaitons élaborer des savoirs en étant toujours plus conscientes de nos positionnements respectifs. Alors que les épistémologies du *standpoint* invitent à réfléchir sur les savoirs que nous produisons, il est sans doute nécessaire d'accorder la même attention aux savoirs que nous ne produisons pas (Tuana, 2004 : 226). Les articles du *Grand angle* de ce numéro prennent part à ce projet, en ce qu'ils dévoilent de lourds impensés, à partir de ces épistémologies situées, que ce soit pour appréhender des troubles asymptotiques (Choulet), des crimes dont les victimes directes ne peuvent plus témoigner (Giacinti), les tensions entre « soi » et « nous » dans les luttes féministes (Védie) ou au sein même des réflexions théoriques sur le *standpoint* (Frasch). ■

Références

- Achin, Catherine et Laure Bereni (2013). « Comment le genre vint à la science politique ». In *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes* (pp. 13-42). Paris : Presses de Sciences Po.
- Andriocci, Muriel (2005). « Entre colère et distance : les “études féministes” à l’université ». *L’Homme & la Société*, 158 (4), 73-93.
- Battagliola, Françoise, Danièle Combes, Anne-Marie Daune-Richard, Anne-Marie Devreux, Michèle Ferrand et Annette Langevin ([1986] 1990). *À propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques*. Champigny : CSU-CNRS.
- Blidon, Marianne (2012). « Géographie de la sexualité ou sexualité du géographe ? Quelques leçons autour d’une injonction ». *Annales de géographie*, 5-6 (687-688), 525-542.
- Chabaud-Rychter Danielle, Virginie Descoutures, Anne-Marie Devreux et Eleni Varikas (dir.) (2010). *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Bruno Latour*. Paris : La Découverte.
- Beauvoir, Simone de (1949). *Le deuxième sexe*. Paris : Gallimard.
- Delphy, Christine ([1988] 2009). *L’ennemi principal. Tome 1 : Économie politique du patriarcat*. Paris : Syllepse.
- Devreux, Anne-Marie (1995). « Sociologie “généraliste” et sociologie féministe : les rapports sociaux de sexe dans le champ professionnel de la sociologie ». *Nouvelles Questions Féministes*, 16 (1), 83-110.
- Dorlin, Elsa (2009). « Introduction : vers une épistémologie des résistances ». In Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination* (pp. 5-18). Paris : PUF.
- Feldman, Jacqueline (1980). *Voyage malpoli à travers le savoir et la science*. Paris : Tierce.
- Fisher, Berenice (2018). « Qu’est-ce que la pédagogie féministe ? » *Nouvelles Questions Féministes*, 37 (2), 64-75.
- Fricker, Miranda (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*. Oxford : Oxford University Press.
- Godrie, Baptiste et Marie Dos Santos (2017). « Présentation : inégalités sociales, production des savoirs et de l’ignorance ». *Sociologie et sociétés*, 49 (1), 7-31.
- Hamrouni, Naïma et Diane Lamoureux (coord.) (2018). « Philosopher en féministes ». *Recherches Féministes*, 31 (2).
- Harding, Sandra (1992). « Rethinking standpoint epistemology: what is “strong objectivity” ? » *The Centennial Review*, 36 (3), 437-470.
- Le Dœuff, Michèle (1980). « Cheveux longs, idées courtes ». In *L’imaginaire philosophique* (pp. 135-167). Paris : Payot.
- Lorde, Audre ([1984] 2003). *Sister Outsider. Essais et propos d’Audre Lorde. Sur la poésie, l’érotisme, le racisme, le sexisme...* Genève/Québec : Mamamélis/TROIS.
- Mathieu, Nicole-Claude ([1985] 1991). « Critiques épistémologiques de la problématique des sexes dans le discours ethno-anthropologique ». In *L’anatomie politique* (pp. 75-127), Paris : Côté-femmes.
- Mosconi, Nicole (1994). *Femmes et savoir: la société, l’école et la division sexuelle des savoirs*. Paris : L’Harmattan.
- Puig de la Bellacasa, Maria (2012). *Politiques féministes et construction des savoirs : « penser nous devons » !* Paris : L’Harmattan.
- Smith, Dorothy ([1974] 1996). « Women’s perspective as a radical critique of sociology ». In Evelyn Fox Keller et Helen Longino (éds), *Feminism and science* (pp. 17-27). Oxford : Oxford University Press.
- Tuana, Nancy (2004). « Coming to understand : orgasm and the epistemology of ignorance ». *Hypatia*, 19 (1), 194-232.